



PRÉFET DE L'YONNE

PRÉFECTURE

SECRETARIAT GÉNÉRAL

SERVICE DE L'ANIMATION DES  
POLITIQUES PUBLIQUES  
INTERMINISTÉRIELLES ET DE  
L'ENVIRONNEMENT

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

**ARRETE N°PREF-SAPPIE-BE-2019-0372**

**du - 2 AOUT 2019**

**portant modification des dispositions de l'arrêté préfectoral n°PREF-DCLD-2004-0686 du 3 août 2004 autorisant M. le Directeur de la SA ROCAMAT à exploiter une carrière sur le territoire de la commune de RAVIERES, au lieu dit « La Côme »**

Le Préfet de l'Yonne,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite,

- VU le code de l'environnement, et notamment son article R.181-46,
- VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994, modifié, relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières,
- VU l'arrêté ministériel du 9 février 2004, modifié, relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées,
- VU l'arrêté préfectoral n°PREF-CLD-2004-0686 du 3 août 2004 autorisant M. le Directeur de la SA ROCAMAT à exploiter une carrière sur le territoire de la commune de RAVIERES au lieu dit « La Côme »,
- VU la demande en date du 1<sup>er</sup> août 2018 de prolongation de la durée d'exploitation de la carrière par la Société ROCAMAT SA sur le territoire de la commune de RAVIERES au lieu dit « La Côme » pour une durée de 5 ans,
- VU l'avis de l'inspection des installations classées en date du 19 juillet 2019,

**CONSIDÉRANT** que la Société ROCAMAT SA, dont le siège social est situé 84, rue Charles Michels – Hall A -93 200 Saint Denis est autorisée à exploiter une carrière sur le territoire de la commune de RAVIERES au lieu dit « La Côme », par l'arrêté préfectoral du 3 août 2004 susvisé,

**CONSIDÉRANT** que la durée de l'exploitation de cette carrière a été fixée à 15 ans par l'arrêté préfectoral du 3 août 2004 précité, soit jusqu'au 3 août 2019,

**CONSIDÉRANT** que la demande du 1<sup>er</sup> août 2018 vise à poursuivre l'activité du site sur l'emprise autorisée par l'arrêté préfectoral du 3 août 2004, susvisé, en raison d'une quantité d'extraction de matériaux inférieure à celle prévue lors de la demande d'autorisation instruite en 2004,

**CONSIDÉRANT** que l'échéance du 3 août 2019 ne permettrait pas d'élaborer, de déposer et d'instruire un nouveau dossier d'autorisation environnementale pour ce site,

**CONSIDÉRANT** que les réserves théoriques restant à exploiter correspondent à 13 années d'exploitation supplémentaires selon la demande de l'exploitant, étant donné qu'au 1<sup>er</sup> juin 2018, seuls 13,4 % du volume total exploitable autorisé ont été extraits,

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant prévoit de réaliser une nouvelle demande d'autorisation environnementale pour la poursuite de l'exploitation,

**CONSIDÉRANT** qu'une prolongation de 5 années supplémentaires constituerait une modification substantielle de l'autorisation d'exploiter, nécessitant d'être réduite à 2 années sur proposition de l'inspection des installations classées, permettant ainsi la poursuite de l'activité et la réalisation d'une nouvelle demande d'autorisation,

**CONSIDÉRANT** que les impacts liés au fonctionnement de l'installation pendant la prolongation proposée par l'inspection des installations classées ont déjà été pris en considération dans le cadre de l'autorisation préfectorale délivrée par arrêté du 3 août 2004 susvisé,

**CONSIDÉRANT** que, selon les dispositions de l'article R.181-46 du code de l'environnement, une prolongation de 2 ans constitue un changement notable mais non substantiel des conditions d'exploitation autorisées par l'arrêté préfectoral du 3 août 2004,

**CONSIDÉRANT** que l'exploitation se poursuivra sans modification de la zone d'extraction présentée dans le dossier de demande d'autorisation instruit en 2004,

**CONSIDÉRANT** que la gestion de la carrière se poursuivra sans modification des effets et nuisances sur l'environnement (eaux, paysage, faune, flore, bruit, poussières, santé, sécurité publique, trafic routier, etc.),

**CONSIDÉRANT** que les impacts induits par ces modifications n'apparaissent pas être de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement,

**CONSIDÉRANT** que la Société ROCAMAT SA a les capacités techniques et financières pour poursuivre l'exploitation de sa carrière sur le territoire de la commune de RAVIERES,

**CONSIDÉRANT** que, selon l'article R.181-45 du code de l'environnement, un arrêté complémentaire peut être pris sur proposition de l'inspection des installations classées,

**SUR** proposition de la Secrétaire générale de la préfecture de l'Yonne,

## **A R R E T E**

### **ARTICLE 1 - Prolongation d'autorisation**

La durée de l'autorisation fixée à l'article 4 de l'arrêté préfectoral n°PREF-CLD-2004-0686 du 3 août 2004 susvisé, délivrée à la société ROCAMAT SA pour l'exploitation d'une carrière sur le territoire de la commune de RAVIERES, est **prolongée jusqu'au 3 août 2021**.

Les autres dispositions de l'arrêté préfectoral n°PREF-CLD-2004-0686 du 3 août 2004 susvisé demeurent applicables en ce qu'elles ne sont pas contraires au présent arrêté.

### **ARTICLE 2 - Garanties financières**

L'exploitant adresse au préfet le document attestant de la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 susvisé, dès notification du présent arrêté.

La durée de validité de l'acte de cautionnement couvre *a minima* la durée de la prolongation d'autorisation.

### ARTICLE 3 - Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré pendant une durée minimale de quatre mois.

Le présent arrêté est notifié à la société ROCAMAT.

### ARTICLE 4 - Exécution

La Secrétaire générale et le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) de Bourgogne Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au pétitionnaire et dont une copie sera adressée :

- au Maire de RAVIERES,
- à la Directrice Régionale des Affaires Culturelles de Bourgogne-Franche-Comté,
- au Directeur Général l'Agence Régionale de Santé Bourgogne-Franche-Comté,
- à la Responsable de l'Unité Départementale Nièvre/Yonne de la DREAL de Bourgogne-Franche-Comté,
- au Directeur Départemental des Territoires de l'Yonne,
- au Chef de l'Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine de l'Yonne,
- au Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours.

Fait à Auxerre, le - 2 AOUT 2019

Pour le Préfet et par délégation,  
La Sous-préfète,  
Secrétaire générale



Françoise FUGIER

### Délais et voies de recours

Conformément aux articles L.181-17 et R.181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il ne peut être déféré qu'au Tribunal Administratif de Dijon :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié.

2° Par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois, prolongeant de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2°.

Le Tribunal Administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérécourse citoyens accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).